

**COMMUNIQUE DE PRESSE du groupe Front de Gauche -région IDF**  
**Tarifcation sociale dans les transports:**  
**Valérie Pécresse commence par casser des droits et créer de l'injustice**

A la séance du Conseil régional du 21 janvier prochain, Valérie Pécresse présentera un rapport visant à supprimer la réduction tarifaire de 75 % dans les transports franciliens aux usagers étrangers bénéficiaires de l'Aide médicale d'Etat (AME).

Sous prétexte, selon ses mots, de « mettre fin à une injustice », elle s'apprête en réalité à commettre la première grande injustice de son mandat.

Nous ne pouvons pas l'accepter et nous nous opposerons fermement à cette mesure inique !

Nous y sommes d'autant plus déterminés que les élus Front de Gauche, avec les associations, ont été lors des mandats régionaux précédents à l'initiative de la mise en œuvre par la Région et le STIF des grandes mesures de tarification sociale dont bénéficient aujourd'hui près de 700 000 usagers franciliens en situation précaire.

Pendant des mois, durant sa campagne, Madame Pécresse n'a cessé de multiplier les attaques contre ce dispositif, avec des arguments aussi fantaisistes que dangereux.

Ainsi « l'économie » de 70 millions d'euros longtemps escomptée par Madame Pécresse se monterait en réalité à 11 millions d'euros par an, un coût largement supportable pour la Région au regard des bénéfices sociaux et humains de ce dispositif de tarification.

**L'intention de Valérie Pécresse est en fait double :**

C'est bien, d'une part, un gage supplémentaire qu'elle donne à l'extrême droite, tout en contribuant à l'obsessionnelle stigmatisation des étrangers qui mine chaque jour davantage les fondements et la cohésion de notre société.

C'est aussi un premier pas qu'elle accomplit dans la destruction des dispositifs sociaux créés par les majorités de Gauche qui l'ont précédée, qui aggravera les difficultés des plus précaires.

Pour nous, groupe Front de Gauche, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Ensemble, République & Socialisme, c'est au contraire pour l'extension de ces politiques sociales, pour le renforcement des droits des plus fragiles à la mobilité, à la santé, au logement, à l'éducation, à la culture, aux loisirs que nous entendons nous battre.

Pour nous, la justice, ce n'est pas faire reculer les droits de quelques uns. La justice, c'est faire progresser les droits de tous.

Ce sont ces valeurs et cette vision solidaires que nous soutiendrons avec vigueur, en opposition déterminée et ambitieuse aux régressions annoncées par Madame Pécresse et la droite régionale.